

[EN CLAIR]

GENÈSE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ESPAGNOLE
APRÈS LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE : « OUI » AU
MULTILATÉRALISME ET À L'EUROPE



Par Adélaïde CAMAIONI

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

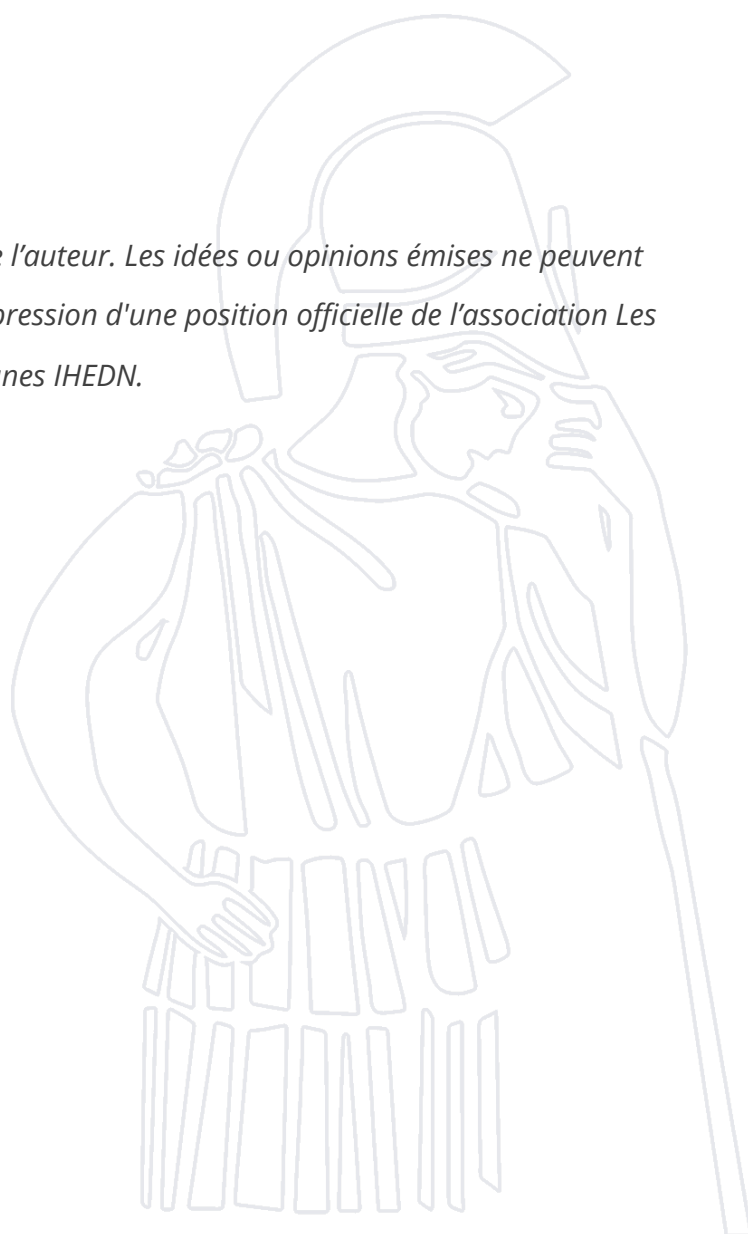
Ce premier article revient sur la « genèse » de la politique étrangère espagnole après la transition démocratique, point essentiel pour bien comprendre le bouleversement qui se produira par la suite sous José María AZNAR (1996-2004). Cette genèse en matière de politique étrangère aura permis à Felipe GONZÁLEZ (1982-1996) de placer l'Espagne dans le cadre européen et aura renforcé le rôle de médiateur de l'Espagne dans les situations de conflit en Amérique latine comme en Méditerranée.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Adélaïde CAMAIONI est étudiante en master 2 Relations Internationales - spécialisation Affaires européennes - à Sorbonne Université. Adélaïde se passionne pour la diplomatie et les relations internationales et s'intéresse plus particulièrement aux questions de stratégie et de sécurité européenne et internationale, sujet qu'elle a notamment pu explorer en réalisant l'an dernier un mémoire académique intitulé « La révolution de l'intelligence artificielle - quelles conséquences pour la sécurité internationale ? ». Après avoir participé au 131ème « cycle IHEDN-Jeunes », Adélaïde a rejoint les Comités Sécurité intérieure (en qualité de chargée de mission adjointe GT Ops « gestion de crise ») et Europe (en qualité de chargée de mission « publications »). En janvier prochain, elle commencera un stage au Bureau des Relations Internationales (BRI) du ministère des Armées, zone Europe du Nord.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



Genèse de la politique étrangère espagnole après la transition démocratique : « oui » au multilatéralisme et à l'Europe

Rafael GRASA (1997) a défini l'évolution de la politique étrangère espagnole depuis la transition démocratique en trois concepts : normalisation, européanisation et pragmatisme croissant. En effet, l'adhésion de l'Espagne à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1982 et son entrée ultérieure, en 1986, dans ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE) sont les axes fondamentaux des relations extérieures espagnoles sur lesquels repose ce que l'on appelle communément le consensus de politique étrangère entre les partis politiques.

Comment l'Espagne s'est-elle adaptée au nouveau système international dans les premières années qui ont suivi sa transition démocratique ?

Nous verrons dans cette partie que l'adhésion à ces deux organisations internationales a, d'une part, placé l'Espagne dans le groupe des États démocratiques participant au système économique mondialisé du marché libre. D'autre part, nous observerons qu'au cours des années 1990, cette position de l'Espagne a été particulièrement bien établie et déterminée par le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe GONZÁLEZ, mais aussi par le premier gouvernement du Parti populaire (PP) de José María AZNAR - bien que chaque gouvernement ait nuancé les priorités de ses relations extérieures.

Une politique étrangère en faveur du multilatéralisme — l'Espagne en tant que pays occidental et européen.

Pour apprécier cette évolution, il convient de rappeler que pendant de nombreuses années, en Espagne, le consensus sur la politique étrangère reposait sur le principe selon

lequel « *la politique étrangère d'un pays moderne, sérieux et fiable doit être une politique d'État caractérisée par la stabilité et la permanence* ». ¹ Et en matière d'options stratégiques, l'Espagne, après la transition démocratique, n'était pas en reste. En effet, en termes de liens politiques, économiques et défensifs, l'Espagne s'était, depuis sa transition démocratique (1972-1982), clairement définie comme un pays occidental et européen. Cela impliquait pour l'Espagne de conférer une place centrale à l'Union européenne (UE) et à l'Alliance atlantique, tout en préservant une certaine marge d'autonomie afin d'éviter les alignements automatiques. En parallèle, l'Espagne entendait maintenir ses deux dimensions complémentaires, à savoir la dimension méditerranéenne et la dimension ibéro-américaine, reflets de liens historiques et culturels évidents, mais aussi de liens économiques, politiques et défensifs. Ce calcul stratégique permit à l'Espagne, une « *puissance moyenne* » ², de bénéficier de véritables possibilités d'action autonome dans certaines zones régionales où son influence pouvait être plus grande, tout en restant en dehors des blocs et des alignements stratégiques. Cette période vit également la définition de certains principes fondamentaux inhérents à la nature démocratique de cette politique : le respect du droit international, la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, le soutien aux Nations Unies et au multilatéralisme, la solidarité avec les pays pauvres - par exemple à travers la nouvelle politique de coopération au développement - et l'engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales. ³

Dans les années 1980, cet engagement s'est traduit par la reconnaissance des causes réelles (dans de nombreux cas politiques et/ou socio-économiques) des conflits régionaux dans les pays du tiers-monde et par le soutien et la promotion de solutions négociées afin que ces pays ne soient pas automatiquement inclus dans la confrontation Est-Ouest. Cette politique s'est ainsi manifestée par la participation active de l'Espagne - avant et après son adhésion à la Communauté - à la politique européenne vis-à-vis de la

¹ MARÍN, Manuel. « España y la crisis de Irak ». *Política Exterior*, 2003, n°93, p.105.

² TOVAR, Juan. « España como potencia media con presencia global », *Real Instituto Elcano* [en ligne], 13 février 2014 [consulté le 14 septembre 2022]. Disponible sur : <<https://www.realinstitutoelcano.org/analisis/espana-como-potencia-media-con-presencia-global/>>.

³ PEREIRA, Juan Carlos. *La política exterior de España (1800-2003)*, Ariel, 2003 ; SANAHUJA, José Antonio. *El viraje neocon de la política exterior española y las relaciones con América Latina*, Complutense University of Madrid, Juin 2006.

crise centraméricaine, et par son soutien aux processus de paix de Contadora et d'Esquipulas. En effet, alors que la Maison Blanche prétendait que le conflit était l'expression de « *l'expansionnisme* » soviétique dans la région, l'Espagne, à l'instar de la Communauté européenne, n'avait pas hésité à s'opposer aux États-Unis, considérant que le conflit avait pour origine l'absence de démocratie et la violation des droits de l'homme, ainsi que les problèmes d'inégalité et de pauvreté endémiques. Tous ces motifs au conflit justifiaient de fait, selon la Communauté européenne, la promotion d'un « *triangle vertueux* » entre la paix, la démocratie et le développement, considérant ces trois éléments indissociables.⁴ En conséquence, l'Espagne, au même titre que la Communauté européenne dans son ensemble, adopta une position relativement autonome dans sa politique à l'égard des conflits du tiers-monde, différenciée - et parfois même opposée - à celle des États-Unis, agissant comme un contrepoids, sans toutefois mettre en danger sa relation transatlantique et ses liens défensifs avec les États-Unis.

L'adhésion à l'Union européenne en 1986 : le passage d'une politique étrangère vers l'Europe à une politique dans et depuis l'Europe.

L'adhésion à l'Union européenne le 1er janvier 1986 a clos l'un des chapitres les plus importants de la « définition européenne » de l'Espagne. En effet, pour nombre d'Espagnols, l'adhésion aux Communautés européennes était vue comme la solution à la plupart des problèmes endémiques du pays, sinon à tous. De fait, dès son adhésion à l'Union, l'Espagne est passée d'une politique orientée vers l'Europe à une politique dans et depuis l'Europe. Le pays s'est, à l'inverse d'autres États plus réticents tels que le Royaume-Uni, ouvertement, et fièrement défini comme un pays « *pro-européen - et pas seulement européen* ».⁵ Il n'était pas rare pour cette dernière d'appuyer les projets les plus

⁴ PEÑA, Félix. « La integración del espacio sudamericano: ¿La Unasur y el Mercosur pueden complementarse? », *Nueva Sociedad*, janvier-février 2009, n°219, p.46-58.

⁵ CENTRO DE INVESTIGACIONES SOBRE LA REALIDAD SOCIAL. *La Realidad social en España*. Ediciones B: Grupo Zeta, 1993, p.402.

visionnaires de la construction européenne, l'Espagne se positionnant à côté de son « moteur » franco-allemand.⁶ Entre 1982 et 1996, Felipe GONZÁLEZ (PSOE), alors à la tête de l'Espagne, entreprit en outre de conférer une certaine dimension européenne à sa politique envers la Méditerranée et l'Amérique latine, favorisant ainsi le rapprochement entre l'UE et ces deux régions.

Toutefois, à partir du milieu des années 1990, l'Espagne tenta de contrecarrer le processus de déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'Est — processus consécutif à la chute du mur de Berlin, à l'élargissement de l'Union européenne et aux conflits dans les Balkans. En ce sens, l'Espagne se mit à accorder une plus grande importance à ses relations avec la Méditerranée et l'Amérique latine, et fut de fait à l'origine des différents accords d'association liant l'Union européenne à des pays et des groupes régionaux de ces deux régions, ainsi que du partenariat euro-méditerranéen inauguré en 1995 et du projet d'un « partenariat stratégique bi-régional » UE-Amérique latine et Caraïbes lancé en 1999. Néanmoins, en accord avec ses propres priorités de politique étrangère, l'Espagne a cherché à utiliser ces relations pour accroître son influence, tant en Méditerranée et en Amérique latine qu'au sein de l'UE elle-même et, progressivement, avec les États-Unis.

Conclusion

La fin du gouvernement socialiste de Felipe GONZÁLEZ a été marquée en politique intérieure par la crise économique du début des années 1990 et par divers cas de corruption au sein du gouvernement. Ces deux éléments s'avéreront décisifs dans le choix de l'électorat espagnol de se tourner vers un parti politique de centre-droit (le Partido Popular) après treize années de gouvernement socialiste. En revanche, en matière de politique étrangère, Felipe GONZÁLEZ aura permis de placer l'Espagne dans le cadre européen et aura renforcé le rôle de médiateur de l'Espagne dans les situations de conflit en Amérique latine comme en Méditerranée.

⁶ BARBÉ, Esther. *La seguridad en la nueva Europa*. Los Libros de la Catarata, 1995, 251 pages.



LES JEUNES
IHEDN